

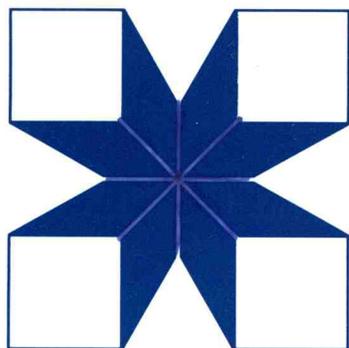
Information
Sciences
Archival Copy
3-A-88-4314

L'INFORMATION, UNE RESSOURCE À PARTAGER

VINGT ANNÉES

D'EXPÉRIENCE DU CRDI

IDRC
CRDI
CIID



C A N A D A

L'INFORMATION, UNE RESSOURCE À PARTAGER**Vingt années d'expérience du CRDI**

Éditeur
Shahid Akhtar



Ce rapport a été reproduit tel qu'il a été soumis, sans examen par des pairs ni révision par le personnel de la Division des communications. À moins d'indication contraire, les droits d'auteur de ce rapport appartiennent aux auteurs. La mention d'une marque déposée ne constitue pas une sanction du produit ; elle ne sert qu'à informer le lecteur.

ARCHIV
AKHTAR
no. 13 F

*These articles were originally published and are available in English as a special issue of Information Development, January 1990, Mansell Publishing of England.
La edición española de esta publicación también se encuentra disponible.*

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS Shahid Akhtar	iv
INFORMATION POUR LE DÉVELOPPEMENT: EXPÉRIENCES DU CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (CRDI) Paul McConnell	1
AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION Peter Browne/Terry Gavin	27
LE ROLE DU PROFESSIONNEL DE L'INFORMATION DANS LE DÉVELOPPEMENT Pauline A. Oswitch	43
RÉSEAU D'INFORMATION RÉGIONAUX: LEÇONS D'AMÉRIQUE LATINE Shahid Akhtar	57
Y A-T-IL UN UTILISATEUR DANS LA MAISON: LIAISON AVEC L'UTILISATEUR DES SERVICES D'INFORMATION Gisèle Morin-Labatut	75
BESOINS D'INFORMATION POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL K.P. Broadbent	89
MISE EN APPLICATION D'UNE STRATÉGIE D'INFORMATION POUR L'AFRIQUE SOUS-SAHARIENNE: LES PREMIÈRES ÉTAPES Alicoune Badara Camara	103

Y A-T-IL UN UTILISATEUR DANS LA MAISON :
LIAISON AVEC L'UTILISATEUR DES SERVICES D'INFORMATION

Gisèle Morin-Labatut
Administratrice de programme

Les citoyens ont un droit d'informer et d'être informés sur ce qui a trait au développement, à ses conflits inhérents et aux changements qu'il apportera, aux niveaux local et international. Dans les conditions actuelles, l'information et l'éducation ne sont que trop souvent monopolisées par la structure du pouvoir, qui manipule l'opinion publique à ses propres fins et tend à perpétuer des idées préconçues, l'ignorance et l'aliénation [1].

Introduction

Vingt ans d'efforts considérables pour organiser la quantité sans cesse croissante de documentation scientifique et technique produite dans le monde entier ont permis dans une grande mesure que l'«explosion de l'information» puisse être maîtrisée au point de vue bibliographique. La combinaison de l'ampleur même de la tâche, du sens de l'urgence qui en découlait et de l'accent mis sur les mesures quantifiables de succès a favorisé la conception des systèmes d'information plus orientés vers les produits, comme les bibliographies et les catalogues, que vers les services [2].

Dans un milieu où les activités liées à de communication de l'information sont si coûteuses au point de vue financier et ressources humaines, le déséquilibre entre les produits et services d'information disponibles et leur utilisation, entre l'offre et la demande d'information, a entraîné de nombreuses études essayant de mieux comprendre les consommateurs d'information afin d'augmenter l'utilisation. Ainsi, en essayant de comprendre les besoins des utilisateurs, les spécialistes de l'information ont accumulé une quantité considérable de connaissances sur leurs attitudes et leur comportement vis-à-vis de la quête d'information, reconnaissant que ce sont les utilisateurs qui doivent devenir le point de mire des systèmes d'information [3, 4, 5]. En façonnant leur propre théorie, les sciences de l'information ont tiré des enseignements et profité des disciplines telles que la psychologie et la statistique, ainsi que la sociologie et la communication. Cette théorie a influé sur la pratique et contribué à déterminer, comme Shiraz Durrani le fait remarquer, «le type de services d'information, comment ils sont fournis, le type d'utilisateurs qu'ils visent, et quelle sera la teneur et la langue de l'information diffusée» [6].

Cette approche, malgré l'accent qu'elle met sur l'utilisateur, donne le rôle central au pourvoyeur d'informations. Elle est fondée dans les modèles émetteurs-récepteurs mécanistes traditionnels dans lesquels l'utilisateur est perçu comme le dernier élément d'un processus ayant son origine avec la source d'information. Elle ne

tient pas compte de l'univers mental de l'utilisateur, du contexte dans lequel les actes les plus importants de la communication sont réalisés: formulation d'un problème, interrogation, interprétation, résolution, réponse [7]. Certains chercheurs avancent que ce n'est qu'en se concentrant sur les utilisateurs, et en les intégrant entièrement dans les systèmes d'information, que le problème de sous-utilisation peut être résolu [8].

La communauté des chercheurs et praticiens de l'information, après avoir considéré pendant longtemps les utilisateurs comme des bénéficiaires passifs qui doivent entrer dans le lit de Procuste des produits et services préconçus par les professionnels, les considère aujourd'hui comme des acteurs centraux, et parfois même comme les co-producteurs des systèmes à mettre en place. Cependant, l'objet reste toujours le même : accroître l'accès à l'information, ainsi que son utilisation, en réduisant les obstacles éventuels. En partant de la prémisse selon laquelle le besoin d'information est universel, cet article considérera certains éléments mentionnés dans les écrits et qui expliquent la sous-utilisation des services d'information dans les pays en développement, et particulièrement parmi les secteurs les moins privilégiés de la société. Il essaiera ensuite de tracer les grandes lignes des conditions nécessaires pour que ces populations tirent profit des services d'information et fassent un pas vers le développement participatif auto-centré.

Le besoin d'information

Si les gens ne profitent pas des services d'information mis à leur disposition, peu d'entre eux peuvent prétendre aujourd'hui que c'est parce qu'ils n'ont pas de besoins d'information. En fait, tout le monde a besoin d'information à un moment ou à un autre, pour toute une variété d'utilisations. Le type d'information nécessaire dépend du contexte du demandeur, que ce soit pour la recherche, pour réaliser une tâche spécifique, pour la redistribuer ou la restructurer sous une autre forme, ou encore pour résoudre un problème dans la vie de tous les jours. Les types de comportement vis-à-vis de la recherche de l'information peuvent varier pour une personne selon les circonstances, et d'une personne à une autre selon son contexte culturel et social, et son niveau d'instruction.

Parmi les nombreuses classifications de l'information que l'on trouve dans les textes sur les besoins de l'utilisateur, on trouve celles qui définissent les catégories au point de vue niveaux (politique et gestionnel, scientifique et technique, opérationnel), teneur des connaissances (théorique et pratique) et au point de vue utilisateurs (décideurs, chercheurs, vulgarisateurs et agents de transfert, etc.) [2]. Ce qui importe, comme le fait remarquer W.J. Martin, c'est «que l'information est l'élément essentiel [et] ce qui compte le plus c'est de communiquer l'information à ceux qui en ont besoin» [9].

Toutes les sociétés ont développé leurs propres moyens d'aborder leurs besoins d'information et les méthodes pour collecter et transmettre l'information d'une génération à une autre. En fait, la façon dont l'information est recueillie, intégrée dans un fonds commun et communiquée, est intimement liée à la structure sociale en général, à ses institutions, à sa culture, à sa ou ses langues et aux processus de pensée. Les rites d'initiation, par exemple, constituent une des réponses des sociétés orales au problème qui consiste à s'assurer que les connaissances acquises laborieusement au cours des siècles d'expérience soient transmises aux jeunes.

Certaines cultures très anciennes, ayant développé ou acquis l'art de l'écriture, étaient en mesure d'enregistrer certains types d'information et, par mesure de sécurité, de conserver les documents dans des temples ou des bibliothèques. L'accès à ces documents était réservé à une minorité privilégiée de prêtres cultivés ou d'érudits. Toutefois, même dans ces sociétés, l'oralité constituait pour la majorité de la population le moyen d'échanger et de transmettre l'information.

Sous-utilisation des services d'information

Un examen de la documentation sur les études relatives aux utilisateurs nous fournit toute une variété d'explications quant au manque apparent d'intérêt vis-à-vis des services d'information et à la non-utilisation par une proportion importante de la population, même si ces services sont bien annoncés et gratuits. Nous aborderons maintenant ceux qui sont plus pertinents aux pays en développement, et qui sont liés à des facteurs structurels, techniques et culturels, en reconnaissant qu'ils peuvent être combinés de diverses façons et toucher différemment chaque catégorie d'utilisateurs.

Aujourd'hui, les bibliothèques font, comme les écoles et les hôpitaux, partie intégrante d'un ensemble d'institutions d'un pays, et en tant que telles, sont profondément marquées par leur histoire, et leur contexte politique, économique et social. Dans la plupart des pays du Tiers-Monde, elles ont été instaurées lors du processus de colonisation. Créées pour servir les besoins de l'administration, et implantées essentiellement dans les sociétés orales, les bibliothèques et les centres d'information représentaient une construction artificielle d'une culture étrangère [10]. Les structures bureaucratiques des pays du Tiers-Monde comportent un ensemble de fondations scientifiques, techniques, organisationnelles et idéologiques, caractéristiques des sociétés dans lesquelles et pour lesquelles elles ont été créées au départ [11]. Mais elles ne sont pas imperméables aux changements sociaux qui les entourent, ni aux contributions des gens qui constituent leur effectif. Préserver une cohérence interne et institutionnelle qui soit en harmonie avec le milieu changeant et avec les objectifs sociaux globaux, sans réprimer la créativité et l'efficacité, constitue un des défis principaux auxquels font face aujourd'hui les gouvernements.

En fait, certaines politiques (déclarées ou non) de certains pays du Tiers-Monde entravent la libre circulation de l'information. Ceci peut s'expliquer de plusieurs façons : préoccupation de sécurité nationale rendant une trop grande quantité d'information confidentielle, croyance selon laquelle le partage d'information permettra à autrui d'avoir accès à plus de pouvoir, résistance à la participation sociale accrue des citoyens [1, 8]. L'accès à l'information est donc plus souvent considéré comme un privilège que comme un droit, et ceci ne peut qu'influer négativement sur l'interaction entre l'utilisateur et le fournisseur d'informations.

Les obstacles financiers, administratifs et techniques limitent souvent sérieusement l'accès aux bases de données et publications commerciales produites dans les pays industrialisés. Cela peut diminuer la motivation de certains utilisateurs, découragés par les maigres collections de documents mis à leur disposition, et particulièrement s'ils ont étudié dans des institutions ayant les bibliothèques bien fournies. De plus, la pertinence de l'information contenue dans les bases de données et publications étrangères a été remise en cause au point de vue contenu, organisation et présentation [12, 13].

Pour ces raisons et pour bien d'autres, on reconnaît en général le besoin de développer des capacités endogènes de recueillir, organiser et diffuser l'information (quelle qu'en soit l'origine) nécessaire pour répondre aux objectifs sociaux et institutionnels. La Division des sciences de l'information a la conviction que des systèmes appropriés, gérés dans, par et pour les pays en développement, constituent un des facteurs essentiels au développement autonome. Il en est de même de la promotion des capacités de recherche sociale, scientifique et technique nationales. Par conséquent, la création des infrastructures d'information, et la formation des professionnels nécessaires pour les gérer et faciliter leur utilisation, constitue la pierre angulaire de son soutien.

Nous allons à présent nous tourner vers les éléments sociaux et culturels qui touchent le processus du transfert d'information dans les pays en développement. L'information est reconnue aujourd'hui comme un produit de culture complexe. La masse de l'information conservée dans les bibliothèques et les centres d'information est liée à «la matrice culturelle et technologique» du monde industrialisé, à quelques exceptions près comme certains documents (écrits et audio-visuels) de vulgarisation spécialement conçus pour un auditoire particulier [14]. Non seulement l'information est écrite conformément aux formes occidentales de la logique, mais encore les documents sont généralement disposés selon les systèmes de classification d'inspiration occidentale.

Cela ne pose pas de problème particulier à un grand nombre de personnes appartenant aux catégories d'utilisateurs définis comme chercheurs, responsables politiques et planificateurs, et en général, aux administrateurs et techniciens travaillant dans des institutions bureaucratiques et d'enseignement. Les études qu'ils ont poursuivies, les structures organisationnelles dans lesquelles ils

travaillent et les raisons pour lesquelles ils ont besoin d'information, sont plus ou moins conformes au type de ressources disponibles. Si de telles personnes préfèrent faire appel à des collègues, ou compter sur leur mémoire, notes ou documents personnels, cela ne veut pas dire qu'ils sont incapables de se servir de l'information ou de la comprendre. Afin d'augmenter l'utilisation, on essaie d'améliorer les capacités des professionnels de l'information à dialoguer avec les utilisateurs actuels et éventuels.

En plus de subventionner la formation des professionnels de l'information, la Division des sciences de l'information s'oriente de plus en plus vers le défi qui consiste à permettre aux utilisateurs de se prononcer sur la conception des services d'information dont ils ont besoin. En Thaïlande, par exemple, une subvention a récemment été approuvée en vue de créer un système d'information intégré qui permettra d'aider les planificateurs locaux et régionaux à recueillir et analyser les données sectorielles pertinentes conformément aux efforts nationaux récents visant à décentraliser la planification, le suivi et les évaluations, et d'augmenter la participation de tous les niveaux du gouvernement. En haut de l'échelle de la technologie, la Division appuie des projets expérimentaux dont l'objectif est de donner aux planificateurs, techniciens et administrateurs les outils et le savoir-faire techniques nécessaires pour recueillir et traiter l'information à l'aide de micro-ordinateurs. Ceux-ci sont décrits par Browne et Gavin dans un autre article de cette publication [15].

Tout en reconnaissant et en louant les progrès remarquables réalisés dans l'utilisation des techniques perfectionnées de stockage, de traitement et d'extraction de l'information parmi les professionnels de l'information et les personnels administratifs et techniques en général, nous ne devons pas perdre de vue les statistiques. L'Unesco estime qu'environ 30 % de la population adulte du monde entier est analphabète fonctionnelle. De plus, si certains pays en développement ont pratiquement éliminé l'analphabétisme, dans d'autres pays, la proportion peut atteindre jusqu'à 90 %. Le mot imprimé peut être le moyen le plus efficace d'enregistrer l'information, mais ce n'est certainement pas toujours le moyen le plus efficace de la communiquer, comme nous le rappelle Elaine Kempson [16].

Les personnes qui ne savent ni lire ni écrire sont bien plus handicapées dans leur recherche de l'information, et il faut faire un effort particulier pour comprendre leurs besoins et essayer d'y répondre de façon pertinente. Pour ce faire, il faut commencer par comprendre l'importance du contexte socio-culturel par lequel les individus se définissent, et qui touche si profondément tous les aspects de la vie.

Le contexte socio-culturel

Question : Tous les coqs du village de Kasombe sont blancs. Or, Mirla a vu un coq au village de Kasombe. De quelle couleur était ce coq?

Réponse : Lute Mirla est allée au marché hier pour vendre deux poulets. Lute Mirla a une soeur qu'elle va voir au village de Kasombe. Demandez-le à Lute Mirla quand elle reviendra [17].

Cette devinette Bemba du Nord de la Zambie est utilisée par Andreas Fuglesang pour illustrer la relativité de la notion de rationalité ou de pensée logique. Toute culture a sa propre façon d'interpréter la réalité, en utilisant la langue et les outils logiques qu'elle a mis au point, de définir les problèmes et de formuler les solutions. Dans certains cas, l'information peut être nécessaire pour résoudre un problème particulier, mais ici encore, les éléments culturels influenceront sur quelle information est recherchée, comment elle est obtenue et de quelles sources elle provient.

Les modèles d'intégration sociale et de vues de l'univers (ou systèmes de croyance) sont en général tels que, dans les cultures orales, lorsqu'un problème est identifié, il n'est pas défini comme un phénomène isolé. Au contraire, il est perçu à l'intérieur d'un univers causal comprenant des éléments matériels, mais aussi spirituels. Ainsi, la maladie d'un enfant peut être causée par l'esprit d'un parent mort irrité en raison d'une faute commise par son père ou par sa mère. La recherche d'une solution doit nécessairement tenir compte d'une variété de causes éventuelles, tant dans le milieu physique que spirituel de l'enfant. Le problème de cet enfant particulier n'est pas pris individuellement: il touche toute la communauté. Cependant, le problème est unique étant donné qu'il résulte d'une conjonction particulière de facteurs causals. La prochaine fois qu'un enfant de la communauté présente les mêmes symptômes, des causes totalement différentes pourraient leur être attribuées. Pour la même raison, l'information relative à la cause ou aux causes d'un problème, et sa résolution, doit être trouvée au sein de la communauté, et doit provenir d'une source fiable, souvent un ancien, un guérisseur traditionnel ou encore un chef de la communauté.

Cette vision n'est pas irrationnelle, comme certains anthropologues l'ont qualifiée. Elle fait partie d'un système de croyances qui ne cloisonnent pas le monde physique du monde mental et spirituel. Et, dans la mesure où de tels systèmes ont persisté, cela est dû nécessairement à leur efficacité, c'est-à-dire à leur capacité d'expliquer et de donner des solutions aux problèmes, solutions qui sont conformes au système social et le renforcent.

Dans ce cadre logique, on comprendra que l'information portant sur la solution d'un problème semblable dans ses manifestations externes mais ayant surgi ailleurs, a peu d'importance ou d'impact, étant donné que la combinaison particulière des circonstances est différente. Ce type d'environnement culturel n'est vraiment pas à même de tirer profit de

l'information en matière de santé, ou de toute autre information pratique, qui pourrait être communiquée comme une série de recettes distribuées par un vulgarisateur venant d'ailleurs.

Aujourd'hui, peu ou pas de communautés vivent totalement isolées. Les contacts avec l'extérieur, et les changements dans les milieux physique, économique et politique, ont profondément altéré les sociétés autrefois stables, en donnant lieu à de nouveaux problèmes dont les solutions se trouvent à l'extérieur de leurs propres limites restreintes. Alors que les gens se tournaient traditionnellement vers des amis ou des parents pour obtenir de l'information, la complexité croissante de la société a rendu ces sources insuffisantes [18].

La science de la communication est parvenue à nous aider à comprendre la mécanique du transfert de l'information et à appliquer les techniques en vue de la faciliter. Les travaux d'Andreas Fuglesang en Zambie et en Éthiopie à la fin des années soixante et au cours des années soixante-dix lui ont permis d'explorer et de systématiser les difficultés énormes de communication entre les diverses cultures. Le processus de communication (ou de transfert de l'information) repose sur la reconnaissance et l'acceptation par les parties en présence d'un système partagé de signes et de codes, comprenant le langage, et des hypothèses et modèles partagés de logique : la même évidence physique n'évoque pas pour tous les observateurs la même image de la réalité, et particulièrement quand leur langue et leur culture sont différentes. Pour qu'il y ait une communication efficace, il faut au moins comprendre comment les gens structurent la réalité et la codifient par le biais du langage.

Des aides didactiques avec des illustrations ont été largement utilisées dans l'éducation sanitaire et nutritionnelle. Toutefois, leur effet n'est pas évident.

A une vieille femme à Luapula, en Zambie, j'ai donné une photo d'une femme allaitant son bébé. Cette photo était de format A4 sur papier couché glacé. Nous avons alors demandé à la vieille femme ce qu'elle voyait sur le papier. Elle parut ne pas comprendre la question. Au contraire, elle porta la photo à son nez, la sentit et palpa sa surface lisse avec les doigts. C'était la blancheur intense du papier, ses bords droits et ses angles vifs qui l'attiraient. Il était évident que pour l'instant elle ne voyait pas la photo parce qu'elle était entièrement préoccupée par le papier lui-même, cette matière étrange qu'elle avait rarement vue dans son village éloigné.

Nous sommes enclins à interpréter cette situation comme si la vieille femme était incapable de voir la photo. Nous devrions reconnaître plutôt que la capacité des gens à discerner les photos est associée au niveau de stimulation picturale à laquelle ils ont été mis en présence dans leur milieu social. La capacité d'interpréter des photos est en grande partie une conséquence de l'urbanisation et de l'apparition ultérieure des médias offrant des représentations picturales aux

sociétés traditionnelles. Certaines cultures ayant une tradition picturale font exception. [19]

Pour être compréhensible et acceptable, l'information doit se conformer aux «modèles culturels, qui doivent être définis, au niveau micro-régional de chaque pays particulier, relativement à sa forme, à son contenu, à sa langue et à son médium» [14]. Lorsque Radio Bamenda a commencé à diffuser un programme hebdomadaire intitulé «Rendez-vous rural» produit avec le concours du CRDI par la section nationale camerounaise de l'Institut africain de développement économique et social (INADES), la population du district voisin de Buea a demandé à l'INADES de préparer des émissions spécialement pour elle, étant donné que le climat et le sol sont différents, et parce que «nous voulons entendre parler des gens de chez nous que nous connaissons». L'INADES étudie également la possibilité de préparer des émissions expérimentales en pidgin, plus répandu que l'anglais ou le français, langues officielles de la République.

Le rôle de la langue dans le transfert d'information revêt un intérêt particulier pour la Division. Au milieu des années quatre-vingt, elle a subventionné une recherche sur les politiques et pratiques de l'utilisation du créole français dans cinq îles de la Caraïbe, et sur les types d'outils linguistiques et de compétences techniques qui seraient nécessaires pour mettre en place des projets de diffusion de l'information en créole aux collectivités locales.

La compréhension de l'information (connaissance) constitue la première étape visant à intégrer celle-ci dans la vision du monde propre à un individu (attitude), et de la traduire en action (pratique). Le praticien de l'information cherche surtout à s'assurer que, lorsque les gens ont besoin d'information, celle-ci soit disponible, et appropriée au point de vue contenu, organisation et présentation, de façon à être comprise.

La population n'intégrera l'information produite extérieurement dans son propre système de croyance que si elle la comprend et si le présentateur est crédible : il ou elle doit être connu(e) dans la communauté et avoir gagné son respect. Pour le sociologue rural Rui Ribeiro de Guinée-Bissau, les populations rurales ne croient ce que les vulgarisateurs leur disent que s'ils sont prêts à enlever leurs chaussures, à laisser la boue passer entre leurs orteils et à vivre comme les villageois. Il insiste que cela et rien d'autre a été le secret du mouvement de libération au cours des dernières années de la colonisation portugaise quand il essayait de promouvoir les programmes de vulgarisation sur la santé et l'agriculture dans les secteurs libérés [20].

Qu'elle soit appropriée ou non, l'information sera recherchée et utilisée si l'individu ou le groupe estime qu'elle vaut la peine. La perception de l'intérêt d'un individu est étroitement liée à son contexte culturel et social. Une productivité accrue peut signifier qu'un artisan gagnera plus de revenus. Mais si cela signifie qu'il deviendra alors responsable d'un plus grand nombre de parents sans

travail, il se peut alors que l'artisan soit peu motivé à apprendre des techniques plus efficaces.

En pratique, il n'y a pas une grande différence entre mettre l'information à la disposition de ceux qui en ont besoin, et se mettre à livrer l'information en se servant de techniques de communication en développement pour amener des changements sociaux planifiés. Bien souvent, ce sont les agents de développement, qu'ils soient affiliés aux agences gouvernementales ou aux organismes non gouvernementaux, et non pas les professionnels de l'information, qui constituent la source privilégiée d'information produite à l'extérieur pour les communautés rurales et urbaines.

Il est tentant pour les agents de développement communautaire ou de vulgarisation affairés de donner des recettes et des prescriptions en vue d'améliorer les techniques d'exploitation agricole ou les pratiques de santé, sans essayer en premier lieu de comprendre ce qui pour leurs clients constitue leurs problèmes et leurs besoins. Il en résulte qu'ils essaient de gérer et d'organiser les communautés qu'ils veulent desservir conformément à des priorités et programmes définis à l'extérieur. De même, peu de planificateurs estiment que les populations analphabètes ont quelque chose de vraiment valable à apporter à la planification du développement, et ils tendent à les considérer comme des bénéficiaires passifs des programmes gouvernementaux. Ce point de vue signifie que l'on ne tient pas du tout compte des connaissances locales ou des méthodes de résolution des problèmes, qui ont le mérite d'être solidement ancrées dans une connaissance profonde des conditions sociales, économiques et environnementales locales. Elles portent en elles-mêmes les germes de l'échec des projets de développement et d'une défaillance sociale [21].

La question qui s'impose est de savoir si l'on peut trouver des moyens par lesquels on peut intégrer de façon utile les connaissances et le savoir-faire nécessaires produits à l'extérieur dans les sociétés du Tiers-Monde en transition, pour desservir les priorités de développement de ces sociétés sans pour autant détruire les cultures hôtes. On peut trouver certaines réponses dans les principes du développement participatif populaire.

Communication et gestion de l'information participatives

Pour A.R. Semana, «la communication est un processus dynamique qui est plus efficace lorsqu'elle fait appel à la participation. La communication coopérative donne aux individus une occasion d'être directement associés à la formulation et à la mise en oeuvre des politiques, en leur donnant un sens d'engagement sur les questions nationales. C'est ainsi que le concept de participation est primordial pour le processus de communication» [22].

Pour le courtier en information (agent en développement, vulgarisateur ou praticien de l'information) en contact avec les groupes communautaires et les individus, cela implique avant tout une capacité d'écouter, et de permettre aux gens de formuler leurs besoins

conformément à leurs propres priorités. En deuxième lieu, cela nécessite une acceptation du principe que l'alphabétisation ne constitue pas un prérequis pour le transfert de connaissance ou d'information: une reconnaissance de la dimension orale d'une culture. Troisièmement, il est nécessaire de reconnaître l'importance du transfert d'information coopératif (transmis horizontalement) plutôt que vertical (de haut en bas).

La transmission horizontale de l'information peut être aussi simple qu'enregistrer l'expérience d'un groupe ou d'un individu sur un sujet spécifique (ou encore mieux de donner au groupe les moyens pour faire l'enregistrement lui-même) et partager cet enregistrement avec d'autres groupes auxquels il peut être profitable. Cela confère une valeur et un statut à l'information non écrite, tout en permettant aux pourvoyeurs d'information de conserver un sentiment de contrôler ce qui se passe [23]. En comprenant par leur propre expérience que l'information orale peut être partagée utilement par des personnes qui ne se connaissent pas, celles-ci peuvent être mises en présence de l'information produite encore plus loin tout en gardant un certain sentiment de contrôle sur leur vie.

Dans cet environnement, un effet multiplicateur se produira grâce à un désir de répéter une initiative considérée comme productive et pertinente à sa situation propre : la plupart des réalisations se font par imitation, dit le proverbe Bahaya (Tanzanie), et non pas par coercition. Le courtier en information peut juger que son travail est vraiment fructueux lorsque la communauté qu'il dessert choisit et intègre l'information qu'elle veut dans son propre raisonnement, pour l'utiliser quand elle pense qu'elle peut répondre à ses besoins, quand l'information en somme, échappe au contrôle du pourvoyeur d'information, pour devenir un outil de l'utilisateur : ce n'est qu'à ce moment-là que nous pouvons commencer à parler de développement auto-centré.

Références

1. Dag Hammarskjold Foundation. The 1975 Dag Hammarskjold Report. What now: another development? **Development Dialogue**. N° 1/2, 1975, p. 17.
2. Saracevic, Tefko. Progress in documentation: perception of the needs for scientific and technical information in less developed countries. **Journal of Documentation**. Vol. 36, N° 3, Septembre 1980. 214-267.
3. Dervin, Brenda et Michael Nilan. Information needs and uses. Dans : Williams, M.E., éd. **Annual Review of Information Science and Technology**. Vol. 21, 1986. 3-33.
4. Coltof, H. Transfer of information seen by a user. Dans : Van Der Laan, A. et A.A. Winters, éd. **The use of information in a changing world. Proceedings of the forty-second FID Congress held in the Hague, the Netherlands**. 24-27 septembre 1984. Amsterdam, Hollande-Septentrionale, 1984. 469 p. ISBN 0-444-87554. 19-24.
5. Harris, C. Studying the non-user. Dans : Van Der Laan, A. et A.A. Winters, éd. Op. Cit. 69-75.
6. Durrani, Shiraz. Rural information in Kenya. **Information Development**. Vol. 1, N° 3, juillet 1985. 149-157.
7. Dervin, Brenda. Users as research inventories: how research categories perpetuate inequities. A paraître dans le **Journal of Communication**, numéro spécial «New information technologies: the haves and the have-nots». 1989. 25 p.
8. Canisius, Peter P. Stimulating the use of information. Dans : Van Der Laan, A. et A.A. Winters, éd. Op. Cit. 65-68.
9. Martin, William J. The potential for community information services in a developing country. **IFLA Journal**. Vol. 10, n° 4, 1984. 385-392.
10. Amadi, Adolphe O. The emergence of a library tradition in pre- and post-colonial Africa. **International Library Review**. Vol. 13, 1981, 65-72.
11. Latouche, Serge. **L'occidentalisation du monde**. Paris, La Découverte, 1989. 143 p. ISBN 2-7071-1812-V.
12. Unesco. **Science, technology and the developing countries**. Paris, Unesco, 1977.
13. Howell, J.B. Online data bases as sources for literature on developing countries. **International Forum on Information and Documentation**. Vol. 11, N° 2, 1986. 22-34.

14. Menou, Michel. Cultural barriers to the international transfer of information. **Information Processing and Management**. Vol. 19, N° 3, 1983. 121-129.
15. Browne, Peter et Terry Gavin. Technologie de l'information pour le développement (dans la présente publication).
16. Kempson, Elaine. Information for self-reliance and self-determination: the role of community information services. **IFLA Journal**. Vol. 12, N° 3, 1986. 182-191.
17. Fuglesang, Andreas. **About understanding: ideas and observations on cross-cultural communications**. New York, Decade Media Books, 1982. 231 p. ISBN 91-85214-09-4. p. 17.
18. Menou, Michel. «L'information, troisième frontière du développement?» **Afrique Contemporaine**. N° 151, 1989. 22-35.
19. Fuglesang, Op. Cit., p. 145.
20. Communication personnelle.
21. Hollnsteiner, Mary Racelis. Foreword to G. Gran, **Development by people: citizen construction of a just world**. New York, Praeger, 1983. ISBN 0-03-063294-3. vii-xi.
22. Semana, A.R. Communication: an essential tool in promoting people's participation in rural development. Dans : Mondjanagni, A.C., éd. **Participation populaire au développement en Afrique noire**, Paris, Karthala, 1984. 448 p.
23. Bassolé, Lazare. Quelle information pour le paysan? **Agripromo**. N° 57, avril 1987. 14-17.

Résumé

Cinquième d'une série d'articles sur les activités de la Division des sciences de l'information (DSI) du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), ce document traite des facteurs qui influent sur l'utilisation des produits et services d'information, particulièrement parmi les secteurs les moins privilégiés de la société. Il préconise le développement des capacités endogènes pour la collecte, le traitement et la diffusion de l'information produite localement et à l'extérieur. Il met l'accent sur l'importance des facteurs socio-culturels dans la communication de l'information, et tout particulièrement dans les sociétés à tradition orale, ainsi que sur le rôle essentiel des agents de développement communautaire dans la diffusion de l'information. Il recommande l'application de principes de communication coopérative dans laquelle les gens sont plus engagés directement dans la réalisation, l'utilisation et l'échange d'information convenant aux besoins qu'ils ont eux-mêmes définis.